



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

annonces du Président de la République

Question au Gouvernement n° 1482

Texte de la question

ANNONCES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Monsieur le Premier ministre, hier, le Président a parlé. Il a menti ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Vous n'augmentez pas le SMIC horaire : vous ne faites que suivre l'inflation et augmenter la prime d'activité, que ne touche qu'une personne au SMIC sur quatre. La baisse de la CSG est calculée par foyer : encore une arnaque ! Vous mentez en prétendant créer des emplois – ou alors vous ne savez pas lire les graphiques de l'INSEE ! Jamais aussi peu d'emplois n'ont été créés depuis des années.

Un député du groupe LaREM . Tartuffe !

Mme Mathilde Panot. Les mesures annoncées hier représentent 9 milliards d'euros, et vous ne rétablissez même pas l'ISF pour les financer, pas plus que vous n'abandonnez la flat tax sur le capital. On vous voit revenir avec vos obsessions de coupes budgétaires : autrement dit, vous continuerez à détruire les services publics que demandent massivement les gilets jaunes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Vous n'avez pas compris ce qui vient du pays. C'est une demande de justice fiscale, pour que, enfin, ceux qui gagnent plus paient à proportion de leurs richesses, que les grosses entreprises soient plus imposées que les petites. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Sur ce point, pas un mot hier ! (« C'est faux ! » sur plusieurs bancs du groupe LaREM.) Le pied de nez au mouvement des gilets jaunes ne mettra pas fin à la mobilisation.

Vous n'avez pas compris ce qui vient du pays.

Mme Nadia Hai. C'est vous qui n'avez pas compris !

Mme Mathilde Panot. C'est une demande de vies dignes contre la vie chère. Vous ne revalorisez pas le point d'indice des fonctionnaires, gelé depuis si longtemps. Vous ne faites rien pour les précaires et les temps partiels, rien pour les chômeurs, rien non plus pour les jeunes qui se mobilisent aujourd'hui. Honte à vous qui continuez à mépriser le peuple en prétendant l'entendre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Un député du groupe LaREM . Qu'avez-vous fait pour eux ?

M. Rémy Rebeyrotte. Zéro !

Mme Mathilde Panot. Le président Macron veut réunir les riches cette semaine : pourquoi ? Personne ne veut de leur charité ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. S'il vous plaît ! Seule Mme Panot a la parole !

Mme Mathilde Panot. La solidarité se fonde sur l'impôt et les plus gros contribuables doivent y consentir, sans politesses ni courbettes présidentielles. Rendez-nous l'ISF ! Cessez de brader l'État et nos biens communs ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

Orientez les 40 milliards du CICE vers la transition écologique, dont le Président n'a pas dit un mot hier ! Mettez en place le référendum révocatoire et le référendum d'initiative populaire !

Monsieur le Premier ministre, savez-vous quand le Président prévoit que les Français pourront voter pour mettre fin à cette comédie insupportable ? Il est temps ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.* – *Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Madame la députée, nous serons, vous et moi, en désaccord. Mais j'observe que vous avez commencé votre question en indiquant que le Président de la République et le Premier ministre mentaient.

M. Éric Coquerel. Exactement !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Je n'ai jamais utilisé ce verbe à propos d'acteurs politiques avec lesquels je suis en désaccord. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

J'ai dit, à l'occasion du débat organisé mercredi dernier à l'Assemblée nationale, que je déplorais le choix de votre groupe de ne pas rendre hommage aux forces de l'ordre : je ne vous ai pas accusés, j'ai dit que je le déplorais !

M. Pierre Cordier. Qui ment le plus ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Le débat public, y compris le débat parlementaire – mais je sais que nous en sommes loin –, gagne beaucoup à ne pas verser dans l'insulte. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM, ainsi que sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.* – *Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Et pour ma part, je m'y emploie !

Le Président de la République s'est exprimé hier très clairement : il a fixé des objectifs au Gouvernement, à qui il appartiendra de les atteindre. Il a indiqué les mesures qu'il voulait mettre en œuvre et rappelé ce qu'il n'était pas prêt à modifier. Les annonces d'hier constituent soit une accélération de mesures que nous voulions prendre, soit la réponse à des colères, à une part légitime de colère que nous avons entendue.

M. Fabien Di Filippo. C'est vous qui avez provoqué cette colère ! Démissionnez !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Ces annonces ne nous feront pas changer d'ambition en ce qui concerne la transformation du pays ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Les engagements pris par le Président de la République au moment des élections présidentielles – qui, c'est vrai, ne sont pas les vôtres – ont été choisis par les Français et seront mis en œuvre par la majorité.

M. Éric Straumann. Le quinquennat est fini !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Nous devons continuer à transformer le pays. Les annonces d'hier ne signifient pas qu'il ne faudrait plus rien faire, ne surtout plus toucher à rien – au contraire ! Le Président de la République l'a indiqué : il faut aller beaucoup plus vite sur la rémunération du travail. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Il faut continuer à transformer les structures productives de notre pays pour faire en sorte de créer plus de richesses. Il faut continuer à réformer des dispositifs qui ne fonctionnent pas et qui pourraient fonctionner mieux.

M. Michel Herbillon. C'est mal parti !

M. Édouard Philippe, *Premier ministre*. Ne croyez pas, madame la députée, que les annonces d'hier viennent atténuer en quoi que ce soit l'ambition réformatrice portée par le Président de la République et par le Gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1482

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 décembre 2018](#)